

Conférence sociale de l'IAJP - Année 2011

RELIGION ET POLITIQUE

**RÉFLEXION THÉOLOGIQUE
SUR LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT**

Cotonou, le jeudi 9 juin 2011

Raymond Bernard GOUDJO

Cette conférence résume l'opuscule que je m'appête à publier sous le titre de « la Nouvelle pentecôte et les OMD. Avec le deuxième synode pour l'Afrique allons à la racine du développement. » Opuscule préparant la visite du Pape Benoit XVI au Bénin les 18 au 20 novembre 2011, entre autres dans le but de remettre l'exhortation apostolique post-synodale dudit synode.

Il y a trois défis¹ auxquels l'Église doit répondre dans sa mission d'évangélisation pour atteindre le développement intégral :

1. Le premier défi, c'est la vérité de l'être-homme.
2. Le deuxième, la compréhension et la gestion du pluralisme et des différences.
3. Le troisième, la mondialisation et ses implications multiples.

Nous n'ignorons certainement pas que les questions sociales que nous traitons actuellement ne sont pas séparées de la façon dont nous considérons le monde et tout ce qui nous entoure. Seule la vision cohérente que la personne a du Créateur l'aide à agir efficacement et en bien sur les réalités temporelles. Les recherches et découvertes scientifiques et techniques sont des facteurs toujours nouveaux qui conduisent à des interrogations nouvelles qui peuvent dérouter. Car elles peuvent mettre le Créateur en cause par l'ébranlement des consciences personnelles sans pour autant supprimer la réalité de l'acte créateur. Ainsi les choses créées sont perturbées dans leur manipulation tandis que le Créateur demeure toujours maître du créé.

Dans un système pluraliste, les personnes sont éprises de liberté, d'égalité, de parité, etc. ; elles n'admettent que très difficilement la domination de l'un sur l'ensemble et pensent que soit tous dominant en même temps, soit que les uns et les autres dominant à tour de rôle. L'idéal pensé ne touche pas au réel qui exige que, pour l'harmonie sociale, une pensée dominante même dans un espace unilatéralement égalitaire commande toutes les autres opinions et leurs actions subséquentes et conséquentes au sein de ce même espace.

Notre époque n'est pas plus méchante que les autres ; mais elle est comme victime d'une prise de conscience trop accrue, voire prétentieuse, de sa faculté de « connaître le bien et le mal »². Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), se trouvant dans ce même sillage prétentieux, sont pour nous, non pas un espace de rejet, de fermeture de soi et de condamnation, mais un terrain encore très peu exploré d'évangélisation et de témoignage.

La vocation du chrétien, c'est d'être le sel de la terre et la lumière du monde³. Toute attitude défensive est une attitude de retranchement et d'enfermement. Notre vocation, c'est d'aller vers les autres en gardant nos lampes allumées⁴ et en ne les mettant surtout pas sous le boisseau⁵.

Fort de ces balises anthropologiques et spirituelles pour une lecture moins alarmiste de l'aujourd'hui, nous pouvons aborder dès à présent la question des OMD.

¹ Cf. Compendium de Doctrine Sociale de l'Église - CDSE 16.

² Cf. Livre de la Genèse - Gn 3, 5

³ Cf. Évangile Matthieu - Mt 5, 13

⁴ Cf. Mt 25, 1-13

⁵ Cf. Mc 4, 21

I. Les OMD en quelques lignes

Publié en 2001 par le Secrétaire des Nations Unies dans la perspective de mettre en application le concept de gouvernance mondiale en matière de coopération au développement d'ici 2015, les OMD contiennent 8 objectifs orientés vers 21 cibles que 60 indicateurs pourront aider à suivre. Essayons à présent d'en faire ressortir quelques points saillants.

Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim.

Cible1A – Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Atteindre le plein-emploi productif et un travail décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes.

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous.

D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile.

Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle.

Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.

Atteindre, d'ici à 2015, l'accès universel à la santé reproductive.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle.

Atteindre, d'ici à 2010, l'accès universel aux traitements contre le VIH/sida pour tous ceux qui en ont besoin.

D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle.

Objectif 7 : Assurer un environnement durable.

Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales; inverser la tendance actuelle à la déperdition de ressources environnementales.

Réduire la perte de biodiversité, atteindre d'ici à 2010, une diminution importante du taux de perte.

Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à un système d'assainissement de base.

Réussir à améliorer sensiblement, d'ici 2020, la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisibles et non discriminatoire.

S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés.

Répondre aux besoins particuliers des États enclavés et des petits États insulaires en développement.

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme.

En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous.

Nous n'allons pas non plus nous étendre sur tous les points saillants, mais toucher à la sommairement à de la gouvernance mondiale puis à l'éducation.

II. Les OMD tributaire de la Gouvernance mondiale

Les OMD ne sont pas issus d'une génération spontanée. Ils intègrent en leurs objectifs tout le programme de la gouvernance mondiale dans le vaste cadre de la coopération internationale et bilatérale.

Que signifie gouvernance mondiale ? Partons de l'assertion « A problèmes mondiaux, résolutions mondiales, donc pouvoirs mondiaux »⁶. Un groupe d'hommes, sans peuple à gouverner, peut-il définir l'orientation organisationnelle du monde afin de répondre aux défis majeurs du monde ?

⁶ Cf. La gouvernance mondiale, un concept bidon... et dangereux, In la Marianne 2, du 13.11.2009.
http://www.marianne2.fr/La-gouvernance-mondiale-un-concept-bidon-et-dangereux_a182769.html

Jacquet, Pisani-Ferry et Tubiana⁷ estiment que l'interdépendance d'un monde réparti politiquement en États-nations est irréversible et qu'il faut mettre en place « un ensemble de principes, de pratiques et d'institutions communes » qui s'appliquent collectivement aux nations sur la base du consensus pour atteindre des objectifs au moyen du « soft law » (loi douce) connue sous le terme de « bonnes pratiques ». Cette gouvernance n'est possible que simultanément par la coopération intergouvernementale et l'implication active des institutions multilatérales spécialisées dont la fonction est de convaincre et forcer à admettre des pratiques nouvelles dite bonnes et élevées aux rang de principes, de normes et de lois. Relevons ici sans ambages cette inoculation douce et paradoxalement agressive : la « soft law » ou « loi douce et attrayante » par allusion au « soft drink »⁸, c'est comme un breuvage intellectuel et psychomoral qui inhibe progressivement l'esprit et les habitudes.

Nos auteurs précisent alors ce qu'ils entendent par gouvernance mondiale qu'ils prennent soin de limiter dans la sphère économique bien que leur définition déborde largement ce cadre : « C'est de cet appareil de production de normes et d'interventions publiques qu'il s'agit dans ce rapport, c'est cela que nous appelons ici « gouvernance mondiale ». Une définition possible est celle qu'en donne Pascal Lamy, qui y voit « l'ensemble des transactions par lesquelles des règles collectives sont élaborées, décidées, légitimées, mises en œuvres et contrôlées ». Il ne s'agit pas, à l'évidence, de gouvernement au sens qui est usuellement donné à ce terme. Mais il s'agit bien de ce par quoi se gouverne l'économie mondiale et, au-delà, de la gestion d'un ensemble d'interdépendances. »⁹

Relevons le paradoxe suivant pour être plus clair. Tout en se défendant de ne pas toucher aux questions politiques, l'économie mondiale en sa gouvernance touche à des termes comme le changement climatique, les énergies renouvelables, les épidémies, le capitalisme financier, le terrorisme, la femme et la discrimination positive, la population, le droit à la vie, etc. Peut-on prétendre que ces questions soulevées au plan économique n'ont pas une portée politique immédiate ? Et pour résoudre des problèmes à dimension planétaire, ne faut-il donc pas une autorité mondiale régulatrice ?

⁷ Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana, Gouvernance mondiale.

<http://www.pisani-ferry.net/base/re02-gouvernance-contributions.pdf>

⁸ « Soft drink » peut avoir deux sens : la limonade et aussi le spiritueux. C'est une boisson apparemment inoffensive et qui se laisse boire alors que le taux d'alcool est très élevé.

⁹ Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana, Gouvernance mondiale.

<http://www.pisani-ferry.net/base/re02-gouvernance-contributions.pdf>

Note des auteurs : Intervention de Pascal Lamy devant le groupe de travail, 17 janvier 2001. Cette définition est reprise dans la contribution de Pascal Lamy et Zaki Laïdi (2002). La Commission on Global Governance (créée en au début des années quatre-vingt-dix à l'initiative de Willy Brandt pour réfléchir à l'organisation du monde après la Guerre froide) retenait une définition plus large, à savoir « l'ensemble des nombreuses méthodes par lesquelles les individus et les institutions, publics et privés, gèrent leurs affaires communes » (cité dans O'Brien et al., 2000).

Pierre Calame, préconise une gouvernance mondiale à visage beaucoup plus humain, et il souligne avec perspicacité quatre dissymétries majeures dans cette gouvernance mondiale.

La première dissymétrie précise que dans l'effectivité des agendas, seuls ceux des pays riches sont réellement soutenus tandis que ceux des pays pauvres font l'objet de conférences sur conférences, vont de délibérations en délibérations. Pour mémoire, le Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD) est un mort-né ? Mais l'agenda du protocole de Maputo (11 juillet 2003) sur la réduction de la population en Afrique en se servant du concept du genre est bien suivi parce qu'il correspond au focus des pays riches.

La deuxième concerne la différence de traitement des acteurs. Tout le système est dominé par des entreprises multinationales à fort rendement de productivité qui loin d'œuvrer pour une mission de service social et collectif excitent l'offre et la demande en gagnant des parts de marché sur le dos des pays pauvres supposés aidés.

La troisième dissymétrie touche au contrôle unilatéral des médias et de tous les systèmes d'information par les puissances financières et des pays riches qui pensent et imposent une régulation internationale à frais permanents et nouveaux des pays pauvres. Les millions de morts provoqués par le paludisme en Afrique émeuvent médiatiquement moins qu'une vingtaine de personnes terrassées par la bactérie « Escherichia coli » en Allemagne et en Europe.

La quatrième et dernière dissymétrie, c'est le constat des traitements inégaux pervers selon que le pays est puissant, attrayant ou insignifiant. Un profond sentiment d'amertume et d'injustice imprègne historiquement les esprits, car nul n'ignore par exemple que les résolutions de l'ONU sont prises et surtout appliquées à la carte selon qu'on soit le puissant État Israël ou le petit État de Côte d'Ivoire¹⁰, etc.

Pierre Calame est alors convaincu que « Les modes de régulation actuels, déséquilibrés au profit des acteurs les plus puissants, ne confèrent pas à la gouvernance mondiale une réelle légitimité. L'équité est une des conditions majeures de la gouvernance. »¹¹

III. Les dessous cachés des OMD

Réduisons notre réflexion aux objectifs 1 et 2.

Dans un monde où la liberté individualiste, la pensée libérale et le gain privé est fortement mis en relief, par quelle alchimie pourra-t-on y parvenir ? Réduire la pauvreté, n'est-il pas

¹⁰ L'Ivoirien lui-même sait que « le en bas de en-haut est toujours mieux traité que le en-haut de en bas », c'est-à-dire que le pauvre des pays riches a plus d'importance aux yeux des puissances économiques que le riche des pays pauvres.

¹¹ Pierre Calame, La gouvernance mondiale : crise et éléments de solution. Pistes pour un système de régulation mondial légitime et équitable. In Institut de recherche et débat sur la gouvernance - IRG, 2002, <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-36.html>

synonyme de diminuer habilement et drastiquement la population pauvre ? Nietzsche n'avait-il pas préconisé avec son nihilisme, la mort du faible pour la survie du fort ? Ne se trouve-t-on pas en plein dans ce registre pensé ?

Porté par une vision rationnelle arbitraire de l'être-homme, l'objectif 1 des OMD n'est pas une œuvre de foi dans le devenir réel de l'homme, mais une caricature mécaniste de la personne, ramenée à un animal comme tout autre, certes un peu plus élevée que la bête, mais demeurant toujours une bête. L'être-homme est alors réduit aux indicateurs statistiques, aux taux indiciaires pour conclure de sa félicité, de son droit à l'exister et à l'existence.

Jean-Pierre Denis n'en est plus que conscient quand il perçoit en définitive que : « Désormais, la liberté s'entend comme une double promesse. Une promesse anthropologique d'abord : l'individu doit pouvoir s'autoconstruire sans restriction en inventant sa propre identité, sans tenir compte des déterminismes sociaux ou culturels. Une promesse politique ensuite - et c'est ici que se situe la véritable mutation en termes de philosophie de droit -, l'État est mis en demeure de s'ajuster en permanence, afin de donner une reconnaissance légale à ces particularités de plus en plus mouvantes. »¹²

L'éducation préconisée dans l'objectif 2 n'est pas à prendre dans le sens de « educare » qui signifie conduit au meilleur de lui-même au plan humain total. L'enfant n'est plus conduit vers la recherche de sens dans un dialogue avec le Tout Autre et l'autre, mais il est soumis au mécanisme de l'autoconstruction, autrement dit de la déconstruction de son être.

La journaliste Sabine Chevallier a écrit un article intitulé « La mallette Ségolène »¹³. Ses réflexions sont résumées en ces quelques mots : « "Bonheur d'aimer", tel est le nom d'une mallette à destination de tous nos collégiens de France. Quand "aimer" rime avec "se protéger" et "éducation" avec "contraception"... »¹⁴ Dans son article, Chevallier révèle le contenu de la mallette de Ségolène : avec le concours du Mouvement français pour le Planning familial, un package est offert aux écoles. Il contient : une vidéocassette de dix minutes a été conçue, une pochette pour l'équipe éducative donnant des recommandations générales, une pochette pour l'infirmière sur les moyens de contraception et une dernière pochette pour le professeur des sciences de la vie et de la terre ou SVT. Tout ce contenu distribué aux éducateurs en milieu scolaire a pour moralité après écoute de la cassette et lecture des fiches : « Écouter son cœur, le plaisir d'être ensemble, et savoir se protéger, c'est tout ce qui rime avec bonheur d'aimer. »¹⁵ Il ressort « du projet éducatif global » mis en place, que « la prévention des risques » en est « l'objectif unique ». Chevallier découvre avec effarement l'équation du bonheur mis en place par l'éducation nationale française et se plaint

¹² Jean-Pierre Denis, Pourquoi le christianisme fait scandale ? p. 155.

¹³ Voir cet article dans « Entre cœur et raison : L'éducation affective et sexuelle » in Les Cahiers d'Edifa n°15, p. 22-25.

¹⁴ Ibid., p. 22.

¹⁵ Ibid., p. 22.

de l'accentuation de nos errements contemporains : « La formule clé du "Bonheur d'aimer" en revanche est déclinée à l'envie : "Pilule + préservatif = relation amoureuse plus sereine, rapports sexuels sans risque". De bonnes intentions sans doute, mais toujours les mêmes errements. »¹⁶

Très prochainement, Elizabeth Montfort, porte-parole de la Fondation de service politique, Présidente de l'Alliance pour un nouveau féminisme européen, ancien Député européen, organisera une conférence-débat sur la question. L'essentiel de son intervention est résumée ainsi : « Les nouveaux manuels scolaires de biologie (SVT) des classes de première font la part belle à l'idéologie du gender, qui fonde la différence des genres sur le choix du comportement sexuel de chacun et non sur la différence de nature entre le féminin et le masculin. Que des élèves soient instruits sur l'idéologie du gender est une chose ; qu'elle leur soit enseignée comme une explication scientifique en est une autre. Derrière cette volonté de présenter la théorie du gender comme une explication scientifique susceptible de structurer les relations hommes/femmes, il y a évidemment la volonté des lobbies gay d'imposer à toute la société leur vision des relations sociales et la reconnaissance publique qui va avec (mariage, adoption, fiscalité, succession, etc.). Même les étudiants de Sciences-Po ont droit à un programme obligatoire de "Gender studies". Démarche scientifique ou... propagande ? »¹⁷

Si je prends l'exemple de la France, ce n'est pas tant à cause des difficultés d'accès à des documents fiables et objectifs en Afrique, mais c'est qu'une expression triviale et réfléchie ivoirienne dit : « Quand il pleut à Paris, Abidjan est mouillé ». Bien avant nous les pays riches se sont appliqués les OMD avant de les stipuler pour le reste du monde. Au lieu de nous offrir une expérience qui a réussi, ils nous remettent tout le package de leurs échecs comme voie de développement. Ainsi la pluie qui s'est abattue sur Paris, Londres, Berlin, Washington doit nécessairement mouiller les pays pauvres pour qu'il y ait équité et parité entre nord et sud.

Une masse d'individus ayant élémentairement reçue une éducation, masse individuée à qui on fait croire que chaque singleton est en lui-même une plénitude de connaissance, aura du mal à retrouver ses repères communautaires et à percevoir le bien commun, non pas comme un moyen utile à des fins individualistes, mais comme une finalité commune impliquant un devoir commun.

En développement notre réflexion critique de l'objectif 2, nous étions déjà de plain-pied dans l'objectif 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, et dont la cible porte entre autre sur l'élimination des disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en

¹⁶ Ibid., p. 24.

¹⁷ Elizabeth Montfort, L'idéologie du gender à l'école et à l'université. Science ou propagande ? Conférence-débat tenue à Paris Espace Bernanos, le 15 juin 2011.

<https://3-6-9.org/kyrielle/web/fsp/index.php?requete=EmailAffichage>

Voir aussi : www.libertepolitique.com

2015, au plus tard. Toutes les filles doivent aller à l'école et qu'elles doivent avoir les mêmes chances de réussite que les garçons. Cette question n'est pas à discuter, mais à encourager. Mais ce qui est franchement discutabile, c'est que l'égalité des chances se traduit par égalité en relations amoureuses par la distribution tous azimuts de produits contraceptifs et de préservatifs aux filles. Le prétexte c'est que les filles suspendent ou sont obligées d'arrêter leur études parce qu'elles tombent précocement enceintes. Un mal moral aussi grave peut-il être guéri par un mal moral pervers ? Voici qu'ici, la dictature du relativisme s'impose sous le couvert de la tolérance.

Le dada de la gouvernance mondiale et des OMD, c'est de ratisser large avec le mot "tolérance" évidé de son sens originel et réduit à l'acceptation de tout sans principe fondateur préalable, stable et ferme.

Bernard Guillemain pose la problématique de la tolérance dans nos sociétés postmoderne en se demandant comment vertus et vices peuvent-ils se côtoyer comme s'ils étaient des valeurs humaines ? Ainsi s'interroge-t-il : « Dans les sociétés pluralistes du XX^e siècle, suspendre les conséquences d'une évaluation défavorable passe aisément pour une sorte de vertu. Bizarre vertu qui, sans même tenter une transmutation axiologique, prend la défense de ce qui est reconnu en même temps comme une erreur ou comme un vice ! Si le bien consiste à protéger le mal, à le supporter, à collaborer avec lui, n'y a-t-il pas quelque part contradiction ou lâcheté ? »¹⁸

Le Pape Benoit XVI relève avec pertinence ce paradoxe quand soumis à une interview, il répond sans détour : « Une nouvelle intolérance se répand, c'est tout à fait manifeste. Il y a des critères de pensée bien rodés qui doivent être imposés à tous. On les répand ensuite sous le nom de tolérance négative. Par exemple, quand on dit qu'à cause de la tolérance négative, il ne doit pas y avoir de crucifix dans les bâtiments publics. Au fond, c'est la suppression de la tolérance que nous vivons ainsi, car il s'agit de refuser à la religion, à la foi catholique, le droit de s'exprimer de manière visible. »¹⁹

IV. l'être-homme est une nature de dépassement

Nous manquons bien souvent de souscrire à la dimension du don de soi qui s'exprime dans la perspective de l'incarnation comme accueil de l'autre tel qu'il est pour une marche commune de conversion. Pour manifester la spécificité chrétienne qui peut ne pas paraître évidente, il urge d'échapper au confort de la critique acerbe pour considérer le tout social dans ses valeurs tant religieuses que non religieuses afin de mieux saisir l'homme intégral exprimé ici et maintenant en l'homme situé. Critiquer rien que pour critiquer ne mène nulle part ; il enferme plutôt dans une forme de sécheresse spirituelle et humaine et finit par rendre amer et

¹⁸ Bernard Guillemain, Tolérance, in Encyclopædia Universalis 2011.

¹⁹ Benoit XVI, Lumière du monde. Le pape, l'Église et les signes des temps. Un entretien avec Peter Seewald, Cité du Vatican 2010, p. 77-78.

douloureux tant le plaignant, le plaignant que l'accusé. Changer l'horizon de la critique évidant le cœur, c'est se proposer une attitude nouvelle renouvée plus entraînante.

Claude Dagens se référant à Benoît XVI alors qu'il était Cardinal Joseph Ratzinger explique le contenu des deux types d'engagement qui nous pressent :

« Premier engagement : ne pas avoir peur de nous inscrire à l'intérieur de nos sociétés sécularisées, ne pas les regarder et les critiquer de l'extérieur, mais participer aux délibérations aux débats publics où l'on s'interroge sur leurs finalités.

Second engagement : mobiliser, à l'intérieur de l'Église, les ressources spécifiques de la foi et manifester concrètement qu'en vivant la foi au Christ et de la charité du Christ, nous nous inscrivons dans notre société des réalités nouvelles, des valeurs et des comportements qui font de nous des signes et des relais de Dieu dans nos sociétés sécularisées. »²⁰

S'imprimer du mystère de l'incarnation, mystère d'espérance, pour vivre dans et avec nos sociétés actuelles, c'est faire preuve originelle de radicalité évangélique, ce qui veut dire aller prendre les questions sociales à la racine ("radice"), racine des questionnements de l'homme situé aujourd'hui sur son mode d'expression d'être-homme dans son devenir et dans son attente d'être-plus. Si comme nous l'enseigne St Paul, « la racine de tous les maux, c'est l'amour de l'argent »²¹, "radicalité" du pouvoir et de la richesse qui persiste quand l'homme se prend pour la boussole de lui-même, il n'est pas moins vrai, selon saint Paul que la "radicalité" ou la "racine" de la vie dans l'Esprit Saint « est charité, joie, paix, longanimité, serviabilité, bonté, confiance dans les autres, douceur, maîtrise de soi... »²². A notre portée ne se trouve pas que la critique asséchante, mais surtout la puissance l'Esprit qui renouvelle toute chose.

Le premier synode pour l'Afrique, « Ecclesia in Africa » soulignait déjà deux points toujours actuels que nous n'avons à coup sûr pas encore assez intériorisés.

Le premier point souligne qu'il est toujours possible de surmonter avec confiance en Jésus Christ les difficultés ordinairement constantes exprimées dans des contextes continuellement nouveaux : « ... l'Église se doit d'affirmer avec force qu'il est possible de surmonter ces difficultés. Elle doit affermir chez tous les Africains l'espérance en une vraie libération. Sa confiance est fondée, en dernière instance, sur la conscience de la promesse divine nous assurant que notre histoire présente ne reste pas fermée sur elle-même, mais qu'elle est

²⁰ C. Dagens, p. 25 – commentant J. Ratzinger.

²¹ Cf. 1 Tim 6, 10.

²² Cf. Gal 5, 22-23

ouverte au Règne de Dieu. C'est pourquoi ni le désespoir ni le pessimisme ne peuvent être justifiés quant à l'avenir de l'Afrique et de toutes les autres régions du monde. »²³

Le second point inséparable du premier, est ce devoir des chrétiens, principalement des acteurs de l'Évangile de se laisser pénétrer eux-mêmes par ce qu'ils annoncent : « ... la soif de Dieu des peuples d'Afrique. Pour ne pas décevoir cette attente, les membres de l'Église doivent avant tout approfondir leur foi. Car, en tant qu'évangélisatrice, l'Église doit "commencer par s'évangéliser elle-même". Il est nécessaire qu'elle relève le défi de "ce thème de l'Église qui s'évangélise par une conversion et une rénovation constantes, pour évangéliser le monde avec crédibilité". »²⁴

Les OMD ont été produits dans un contexte social et moral nouveau. L'homme se rend bien compte que, si la nature le porte et le supporte, il porte lui aussi la nature et en est responsable parce qu'il a un réel pouvoir de destruction de la nature. Son pouvoir intelligible de fécondité - sciences et techniques actuelles aussi - ne peut pas se passer de son pouvoir spirituel de fécondité. Mais ne l'exprime-t-il pas mal ?

Baigné de matérialisme historique, de libéralisme économique, de dualisme et d'athéisme, l'homme d'aujourd'hui cherche ses repères dans ce qu'il considère comme pragmatique. Dans son plaidoyer contre Dieu et contre la religion, il fait ressortir de façon récurrente deux types d'accusation. La première accusation, c'est que la religion a manqué d'être "reliant" et relationnel ; elle a servi les prétentions des potentats qui en ont usé à foison pour maintenir les peuples dans une misère sans nom. La deuxième accusation, c'est le reproche de la non perceptibilité dans la vie sociale de la sacramentalité de l'Église qui s'est comme murée dans le pur fonctionnariat et les peines canoniques liées à la non-pratique des commandements de l'Église.

Enfermé dans un monde guindé, aux principes moraux privatisés et privatifs, nous courrons le risque en tant qu'agents pastoraux de vouloir théoriser et aussi condamner sans aller à la radicalité (racine) des attentes de l'homme²⁵. Les principes spirituels et moraux que nous annonçons ne sont pas enfermement de nous-mêmes dans un monde à part, une cité de privilégiés, de justes qui font aux autres la morale. Ces principes spirituels et moraux sont horizon totale de liberté, de large ouverture aux autres dans la connaissance de leurs questionnements, leurs inquiétudes et leurs joies. Cependant, cette large ouverture n'est pas réductible à de la complaisance, voire de la complicité avec les attitudes et habitudes contrenatures et antisociales de plus en plus accueillies comme normes d'agir.

²³ Exhortation apostolique post-synodale *Ecclesia in Africa* du Saint-Père Jean-Paul II aux Évêques, aux Prêtres et aux Diacres, aux Religieux et aux Religieuses et à tous les Fidèles laïcs sur l'Église en Afrique et sa mission évangélisatrice vers l'an 2000, Yaoundé 14 septembre 1995 - EA 14

²⁴ EA 47.

²⁵ Cf. GS 1.

Illustrons nos propos en prenant l'exemple de Benoît XVI. Le 17 mars 2009, se rendant à Yaoundé pour rendre public les « Instrumentis laboris » du second synode pour l'Afrique, Benoît XVI aborda la question du VIH/SIDA en mettant au second plan l'usage du préservatif pour faire ressortir l'exigence de l'éducation à l'être-homme si tant négligée.

« Je dirais qu'on ne peut pas surmonter ce problème du sida uniquement avec des slogans publicitaires. Si on n'y met pas l'âme, si on n'aide pas les Africains, on ne peut pas résoudre ce fléau par la distribution de préservatifs: au contraire, le risque est d'augmenter le problème. La solution ne peut se trouver que dans un double engagement : le premier, une humanisation de la sexualité, c'est-à-dire un renouveau spirituel et humain qui apporte avec soi une nouvelle manière de se comporter l'un avec l'autre, et le deuxième, une véritable amitié également et surtout pour les personnes qui souffrent, la disponibilité, même au prix de sacrifices, de renoncements personnels, à être proches de ceux qui souffrent... »²⁶

Cette approche de solution rencontra immédiatement une forte opposition médiatique avec travestissement et torsion de ses propos. La passion et l'émotivité ont remplacé le bon sens qui cherche fondamentalement à toucher l'être-plus inscrit en chaque personne humaine.

Benoît XVI interviewer sur son voyage en Afrique dans "Lumière du Monde", livre qui y est consacré, sans revenir sur la conviction spirituelle et morale essentielle de l'Église, « persiste et signe »²⁷ en rejetant cette tendance à se servir des questions humaines sérieuses pour banaliser la sexualité²⁸. Il affirme à nouveau sa position sans en enlever le iota en expliquant que la morale chrétienne, ferme sur les principes, rencontre les personnes à qui un cheminement de conversion est offert : « Il peut y avoir des cas individuels justifiés, par exemple quand une prostituée (...) utilise un préservatif, cela peut être un premier pas vers une moralisation, un premier acte de responsabilité pour développer de nouveau la conscience du fait que tout n'est pas permis et que l'on ne peut faire tout ce que l'on veut. »²⁹

Le lobbying médiatique a alors conclu à un virage à 180° de l'Église en annonçant que désormais Benoît XVI autorise le préservatif. Mais quand on analyse le contenu des deux interviews que « Lumière du monde »³⁰ reprend in extenso, on découvre une lumineuse explicitation de l'Église-Sacrement qui a pour mission d'être-avec pour un être-plus.

Le langage de Benoît XVI met en relief que l'Église n'ignore pas les situations délicates dans lesquelles les personnes se trouvent. Les personnes s'accommodent de propositions circonstanciées qui ne peuvent pas être prise pour une panacée unilatérale et universelle. Il

²⁶ Benoît XVI, in www.zenit.org du 18.03.09. Cf. Benoît XVI, Lumière du monde, op. cit. p. 247-248.

²⁷ Cf. Benoît XVI, Lumière du monde, op. cit. p.159.

²⁸ Cf. Benoît XVI, Lumière du monde, op. cit. p.160.

²⁹ Cf. www.zenit.org du 21.11.10. Cf. Benoît XVI, Lumière du monde, op. cit. p. 159-160.

³⁰ Voir les pages 159-160 et 247-248.

faut que la personne humaine soit conduite à dialoguer avec sa conscience³¹ pour entrer dans un renouveau spirituel et humain³².

S'engager, c'est s'ouvrir à des projets sociaux et culturels nouveaux en devenant réciproquement, sacrements les uns pour les autres, des signes de Dieu. Le donataire et le donateur sont dans la dynamique de l'entraide réciproque permanente pour une croissance continue.

Les OMD tentent à leur manière de répondre aux attentes complexes et obscurément perçues des hommes et femmes, mais ils ne sont pas en mesure de cerner l'humain en sa tridimensionnalité que sont le spirituel, le psychique et le somatique. Trop coincés dans et par le pragmatisme ambiant, les engagements préconisés par les OMD pèchent par manque ou refus d'accueil de Celui qui est le « Don Donné » à tous, Jésus-Christ (révélant l'homme total à l'homme situé) afin que nous soyons des « dons reçus ». Benoît XVI est très explicite sur la question quand il parle des bienfaits et des insuffisances du progrès : « Nous avons bien vu que le progrès a certes fait progresser nos capacités, mais ni notre grandeurs ni notre humanité. Nous devons retrouver un équilibre intérieur, et nous avons aussi besoin de grandir intellectuellement : cela nous le voyons de mieux en mieux, dans les grandes difficultés de notre temps. Même lors des nombreuses rencontres avec les grands chefs d'État, je ressens une puissante conscience du fait que le monde ne pas fonctionner sans la force de l'autorité religieuse. »³³

En réalité ce qui est simple et rend les relations humaines limpides, c'est la simplicité de la famille monogame constituée d'un homme et d'une femme et des enfants. L'Église propose à tous les peuples, le modèle de la famille chrétienne. On la dit dépassée parce que ne répondant plus à la modernité, mais elle demeure en son principe fondamental dans sa rigoureuse simplicité stable et permanente.

³¹ Cf. Zenit du 21.11.10.

³² Cf. Zenit du 18.03.09.

³³ Benoît XVI, *Lumière du monde*, op. cit. p. 181.